

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 19/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAVAQUEST

Z.I. Les Herbages
76170 Lillebonne

Références : UDLH_20240618R_LAVAQUEST_ELEC
Code AIOT : 0005800677

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement LAVAQUEST implanté Zone Industrielle Les Herbages 76170 Lillebonne. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVAQUEST
- Zone Industrielle Les Herbages 76170 Lillebonne
- Code AIOT : 0005800677
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAVAQUEST exploite un centre de lavage de citernes routières sur la zone industrielle

« Les Herbages », sise à Lillebonne.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformités graves vis-à-vis des prescriptions contrôlées.

Toutefois, l'inspection demande à l'exploitant la transmission de justificatifs pour compléter certains documents présentés au cours de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée :

<p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de la vérification des installations électriques réalisée en février 2023. Il a également transmis un compte-rendu Q18 de février 2023 et un Q19 daté de juin 2022.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les derniers documents disponibles : le rapport de la vérification des installations électriques réalisée en mai 2024, et les compte-rendus Q18 et Q19 de mai 2024.</p> <p>L'inspection constate que la périodicité de réalisation des vérifications périodiques des installations électriques est bien respectée.</p> <p>L'inspection note que le Q18 de 2024 mentionne un risque d'incendie ou d'explosion.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification des installations électrique de mai 2024 mentionne que certaines vérifications n'ont pas pu être réalisées. Les limites d'intervention sont liées :</p> <ul style="list-style-type: none"> * à des raisons d'exploitation - en particulier, l'absence d'autorisation de coupure totale des installations électriques ; * à des raisons d'inaccessibilité ; * au manque d'identification de certains équipements. <p>En particulier, l'inspection souligne que la vérification des dispositifs différentiels à courant</p>

résiduels (DR) qui n'a pu être réalisée en 2024 pour raison d'exploitation, n'avait déjà pas été réalisée en 2023.

Il convient que l'exploitant complète sa vérification des installations électriques dans un délai raisonnable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai ne dépassant pas un mois, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre son plan d'action pour compléter sa vérification périodique de ses installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

Constats :

Le rapport de vérification des installations électriques de 2023 avait mis en évidence une seule observation : l'absence d'identification d'un dispositif DR dans le local compresseur.

Cette observation n'a pas été reconduite dans le rapport de mai 2024. Par ailleurs, l'inspection n'a pas constaté la présence de dispositif DR non identifié dans le local compresseur. Il apparaît donc que l'exploitant a bien réalisé une action corrective pour lever l'observation du rapport de 2023.

Le rapport de vérification des installations électriques de 2024 met en évidence 65 observations.

L'augmentation significative du nombre d'observations entre les vérifications de 2023 et 2024 a eu lieu à l'occasion d'un changement d'organisme vérificateur.

Le rapport de vérification 2023 mentionnait parmi ses limites d'intervention des vérifications non réalisées pour cause d'absence de fourniture de documentation. Le rapport de vérification de 2024 met en évidence la même absence de documentation, mais cette documentation manquante ressort en observation au lieu d'être renseignée dans les limites d'intervention. Par exemple, le rapport de 2024 mentionne dix observations portant sur un pouvoir de coupure insuffisant, pour lesquelles la préconisation est de remplacer le dispositif ou de fournir la note de calcul - correspondant à des dispositifs de protection renseignés comme non vérifiés en 2023 en l'absence de communication des longueurs de canalisation.

L'exploitant a présenté à l'inspection le devis présenté par un prestataire spécialiste dans les domaines de l'électricité industrielle, pour la levée de chaque observation du rapport de vérification de 2023. Ce document répond à certaines observations en fournissant les notes de calcul demandées.

Il conviendra que l'exploitant mette en œuvre les actions correctives pour lever les observations émises par l'organisme vérificateur dans son rapport de 2024, dans un délai raisonnable.

<p>Le compte rendu Q19 de juin 2022 avait mis en évidence une seule anomalie : un échauffement anormal sur un ventilateur de l'armoire électrique du local chaufferie. L'exploitant a présenté à l'inspection la facture justifiant le remplacement de ce ventilateur. L'inspection a également constaté dans le local chaufferie la présence du ventilateur remplacé.</p> <p>Le compte rendu Q19 de mai 2023 n'a pas mis en évidence d'anomalie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le zonage ATEX et le document relatif à la protection contre les explosions (DRPE) réalisé en 2008.</p> <p>L'inspection constate que la majorité des emplacements présentant un risque d'explosion identifié dans ce DRPE ne comprennent pas de matériel électrique dont l'adéquation nécessite une vérification.</p> <p>L'inspection note toutefois que le DRPE identifiait trois matériels dont l'adéquation au risque d'explosion était considérée comme Conforme sous réserve (C*), et un matériel identifié comme Non Conforme (NC).</p> <p>Le matériel non conforme ainsi identifié était le groupe motopompe situé au dessus du premier bassin dans la zone de traitement des eaux. Le DRPE préconisait une action consistant à mettre en conformité la pompe avec le risque explosion, ou bien à rehausser le bloc électrique de la pompe à une hauteur d'au moins 3 mètres, ou bien à mettre en place une alarme de niveau dans le bassin concerné.</p> <p>Le DRPE n'a pas été complété pour préciser la réalisation de la mise en conformité de cette pompe. Sur le terrain, l'inspection n'a pas pu constater si la pompe avait manifestement fait l'objet d'une action corrective.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai ne dépassant pas un mois, l'inspection demande à l'exploitant la transmission des justificatifs relatif à l'adéquation du groupe motopompe de la zone de traitement des eaux avec le risque d'explosion identifié dans le DRPE.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, l'inspection s'est rendue au niveau du local TGBT, de la chaufferie, du local compresseur et de la zone traitement des eaux.</p> <p>Les armoires électriques présentes dans ces zones sont apparues globalement en bon état visuel. L'inspection n'a pas constaté une présence anormale de poussières.</p> <p>Les matériels vus par l'inspection sont apparus bien identifiés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite